

Pendant ce temps ...

A propos d'un voyage de M. Gramegna en Israël

Alors que le ministre des Finances, Pierre Gramegna séjournait en Israël du 17 au 20 mars 2019 pour y rencontrer le gouverneur de la Banque centrale, le ministre des Sciences et de la Technologie et d'autres acteurs israéliens du monde financier et économique, pour nouer des contacts et constater "l'important potentiel de collaboration" entre les deux pays, ce même État hôte continuait à occuper le pays voisin, la Palestine.

Pendant ce temps, à quelques kilomètres des réceptions qui accueillaient M. Gramegna, l'armée israélienne continuait, comme elle le fait chaque jour depuis plus de 50 ans, à occuper et coloniser les terres et les ressources palestiniennes : champs confisqués, oliviers déracinés, maisons détruites, sources d'eaux accaparées. Multiples sont les formes de la colonisation et de l'occupation militaire en Cisjordanie.

Pendant que M. Gramegna faisait son "discours introductif d'un évènement organisé par *Luxembourg for Finance et Equitech* à l'attention de la communauté des Fintechs", des entrepreneurs, paysans et ouvriers palestiniens, indépendants et employés risquaient de perdre leur travail au vu des multiples formes de blocages que leur impose l'administration militaire israélienne.

Pendant ce temps, à courte distance de là, deux millions de Gazaouis continuent à vivre sous un blocus inhumain et illégal imposé par Israël, sur un des territoires les plus densément peuplés au monde et dont l'ONU dit et redit qu'il sera bientôt invivable. Pendant que la délégation luxembourgeoise était occupée à creuser des niches économiques, les Gazaouis faisaient face à la répression de leur « grande marche du retour ». Bilan depuis mars 2018 ? plus de 250 personnes tuées, près de 6.300 blessées, dont plus de 1.000 avec des blessures qui risquent de les handicaper à vie.

Selon le communiqué de presse du Gouvernement, Israël et le Luxembourg se sont découverts de „nombreuses similarités“ et un “important potentiel de collaboration“. À quel prix ? La situation des droits humains n’a pas même été évoquée. M. Gramegna n’a pas jugé bon de se déplacer côté palestinien. Ne pas rencontrer les Palestiniens, ne pas parler publiquement de leur situation, c’est nier leur existence.

Comme le Premier ministre Bettel en 2016, M. Gramegna a choisi de faire du « business as usual » animé par la seule « realpolitik ». Pourtant selon la politique étrangère luxembourgeoise menée par Jean Asselborn, l’occupation et la poursuite de la colonisation constituent les obstacles principaux à la paix.

M. Gramegna contribue ainsi largement à normaliser la situation permanente d’injustice qui prévaut en Israël et en Palestine. Il contribue à la fabrication d’une image séduisante de « start-up nation », d’État innovateur, comme le Luxembourg en quelque sorte. Le « brand Luxembourg » rejoint ainsi le « brand Israël » ...

Décidément, la cohérence des politiques du Gouvernement n’est pas au rendez-vous ! Il n’y a pourtant pas que par la place financière et la « high tech » que le Luxembourg pourrait se distinguer ! N’avez-vous jamais pensé Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre des Finances que le Luxembourg, pays fondateur de l’Union européenne, pourrait se distinguer par une (plus grande) cohérence entre sa Constitution, sa politique commerciale et financière, sa politique étrangère et le respect des Droits humains ?